

DEPARTEMENT DE LA REUNION  
COMMUNE DE SAINT PAUL

EXTRAITS DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DU 30 JUIN 2022

<p><b>Affaire CM220630032:</b></p> <p><b>Procédure Extension Cimetière Tan-Rouge</b></p> <p>Le Maire certifie que la convocation du conseil municipal a été régulièrement faite le : <b>24/06/2022</b> et affichée le : <b>24/06/2022</b> sous le numéro : <b>0293</b></p> <p>Nombre de membres en exercice ..... <b>55</b></p> <p>Nombre de membres présents ..... <b>41</b></p> <p>Affiché en Mairie le <b>1-1-JUL-2022</b> Sous le numéro : <b>0340</b></p> <p>Le Maire de Saint-Paul,</p> <p><b>Emmanuel SERAPHIN</b></p> 	<p>L'an deux mille vingt-deux, le trente juin à 14 H 00, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Emmanuel SERAPHIN, Maire de Saint-Paul.</p> <p><b><u>ETAIENT PRESENTS :</u></b></p> <p>M. SERAPHIN Emmanuel - M. FLORIANTR Tristan - Mme BOUCHER Suzelle - M. GUYON Sébastien - Mme CHEREAU NEMAZINE Pascaline - M. POININ-COULIN Alexis - M. NANA-IBRAHIM Salim - Mme MOUNIAMA-CUVELIER Marie-Bernadette - Mme FLORIANTR Marie-Anick - M. MARIE-LOUISE Jean-Philippe - Mme LEVENEUR Carole - M. LEGROS Patrick - Mme RADAKICHENIN Nila - M. CRIGHTON Yann - Mme SALLE Virginie - M. JEAN-BAPTISTE Jean-Noël - Mme CHAROLAIS Céline - M. VIRAMA COUTAYE Dominique - M. CLEMENTE Michel - M. MARCEAU Jean - Mme DELAVANNE Denise - Mme GRONDIN Huguette - M. BELLON Guyto - Mme BUCHLE Marie Suzelle - Mme ZITTE-LEBRETON Edwige - Mme CARPIN Jacqueline - Mme VALLON-HOARAU CROSSON Patricia - M. OLIVATE Yolain - M. TAURAN Jullian - Mme COUSIN Mélissa - Mme PAUSE-DAMOUR Roxanne - Mme LEBRETON Laëtita - M. OMARJEE Irchad - M. DAIN Kévin - M. BELLON Karl - Mme CADET Isabelle - M. BENARD Alain - Mme ADAM Fatima - Mme VICTORINE Eglantine - Mme FONTAINE Audrey - Mme DJUNIA Pamela</p> <p><b><u>ETAIENT REPRESENTES :</u></b></p> <p>- Mme GAZE Martine : procuration à Mme CHEREAU-NEMAZINE Pascaline - M. METANIRE Julius : procuration à M. JEAN-BASPTISTE Jean-Noël - Mme ROUGEAU Hélène : procuration à Mme MOUNIAMA-CUVELIER Bernadette - M. GAILLARD Perceval : procuration à Mme DELAVANNE Denise - M. FLORESTAN Antoine Luc : procuration à M. TAURAN Jullian - Mme LEBON Karine : procuration à Mme LEBRETON Laëtita - Mme PAULA Lucie : procuration à M. BENARD Alain - M. MELCHIOR Cyrille : procuration à Mme VICTORINE Eglantine - M. IBAR Sébastien : procuration à Mme FONTAINE Audrey - Mme BELLO Huguette : procuration à M. SERAPHIN Emmanuel - M. MOUTAMA-CHEDIAPIN Guylain : procuration à Mme CADET Isabelle</p> <p><b><u>ETAIENT ABSENTS :</u></b></p> <p>Mme MOREL-COIANIZ Mireille - M. NATIVEL Jean-François - Mme PALAMA-CENTON Melissa</p> <p><b><u>SECRETAIRE DE SEANCE :</u></b></p> <p>Monsieur Kévin DAIN a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.</p> <p>.....</p> <p><b>AFFAIRE N° 32 /</b></p>
---	---

## Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : Procédure Extension Cimetière Tan-Rouge

---

Date de transmission de l'acte : 12/07/2022

Date de réception de l'accusé de  
réception : 12/07/2022

---

Numéro de l'acte : CM220630032 ( [voir l'acte associé](#) )

Identifiant unique de l'acte : 974-219740156-20220630-CM220630032-DE

---

Date de décision : 30/06/2022

Acte transmis par : Sandrine LAYEMAR

---

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales  
7.5. Subventions



## **Affaire CM220630032 / Procédure Extension Cimetière Tan-Rouge.**

Le Maire rappelle à l'assemblée que par délibération en date du 05 octobre 2017, affaire CM171005028, le conseil municipal a validé le programme et le bilan financier prévisionnel de l'opération d'extension des cimetières de Villèle, du Guillaume et de Tan Rouge ainsi que la passation d'un contrat de prestations intégrées (CPI) avec la SPL TAMARUN pour l'extension de ces trois cimetières sur la Commune de Saint-Paul.

En effet, la Commune de Saint-Paul est confrontée à une saturation de ses sites funéraires ainsi qu'à un accroissement et un vieillissement de sa population. Les cimetières de Villèle et du Guillaume ne permettaient plus de répondre aux demandes de concessions, et le cimetière de Tan Rouge arrive bientôt à saturation.

Aux termes de l'article L.2223-1 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales, « *la création, l'agrandissement et la translation d'un cimetière sont décidés par le conseil municipal. Toutefois, dans les communes urbaines et à l'intérieur des périmètres d'agglomération, la création, l'agrandissement et la translation d'un cimetière à moins de 35 mètres des habitations sont autorisés par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, pris après une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et avis de la commission départementale compétente en matière d'environnement, de risques sanitaires et technologiques* ».

Compte-tenu du manque de places disponibles dans le cimetière de Tan Rouge, il a été décidé de l'agrandir, sur sa partie sud et sud-est, sur des terrains acquis par la Commune de Saint Paul : parcelles cadastrées DR 1186 et DV 269.

Ces parcelles communales se situent à moins de 35 mètres des habitations dans une commune urbaine et à l'intérieur d'un périmètre d'agglomération.

Les trois conditions cumulatives énoncées à l'article L.2223-1 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales étant réunies, le projet d'agrandissement du cimetière de Tan Rouge nécessite la réalisation d'une enquête publique et une demande d'autorisation adressée au représentant de l'Etat (Sous-Préfecture de Saint-Paul).

La SPL TAMARUN assistera l'autorité municipale dans le cadre du contrat de prestations intégrées (CPI) en date du 26 Octobre 2017 dans la mise en œuvre des procédures réglementaires à mener au titre de l'article L.2223-1 du code général des collectivités territoriales et du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

La commission « Aménagement et Transition Ecologique » (réunie le 21 juin 2022) a émis un avis favorable.

Après délibération, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :

**Article 1 :** d'approuver la poursuite du projet d'agrandissement du cimetière de Tan Rouge ;

**Article 2 :** d'autoriser le Maire à réaliser une enquête publique conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et à solliciter le Président du Tribunal administratif pour la désignation d'un commissaire enquêteur;

**Article 3 :** d'autoriser le Maire à adresser une demande d'autorisation au représentant de l'Etat (Sous-Préfecture de Saint-Paul) en vue de l'agrandissement du cimetière de Tan Rouge conformément à l'article L.2223-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Article 4** : d'autoriser la SPL TAMARUN à assister l'autorité municipale dans le cadre du contrat de prestations intégrées (CPI) en date du 26 Octobre 2017 pour la mise en œuvre des procédures réglementaires à mener au titre de l'article L.2223-1 du Code général des collectivités territoriales et du chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement ;

**Article 5** : d'autoriser le Maire à signer toutes les pièces et à accomplir tous les actes relatifs à cette affaire.

-----  
Certifié conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Saint-Paul, le 30 juin 2022

Le Maire de Saint-Paul,

Emmanuel SERAPHIN





DEPARTEMENT DE LA REUNION  
COMMUNE DE SAINT PAUL

EXTRAITS DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL MUNICIPAL DU 5 OCTOBRE 2017

Affaire CM171005028:

**Passation d'un contrat de prestations intégrées (CPI) avec la SPL TAMARUN pour l'extension de trois cimetières sur la commune de Saint-Paul**

Le Maire certifie que la convocation du conseil municipal a été régulièrement faite le : **29/09/2017**  
et affichée le : **29/09/2017**  
sous le numéro : **819**

Nombre de membres en exercice ..... **55**

Nombre de membres présents ..... **36**

Affiché en Mairie le **17 OCT. 2017**  
Sous le numéro : **819**

Le Maire,

Joseph SINIMALE

L'an deux mille dix-sept, le cinq octobre à 14 H 00, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Joseph SINIMALE, Maire de Saint-Paul.

**ETAIENT PRESENTS :**

M. SINIMALE Joseph - M. VELLEZEN Yoland - M. MELCHIOR Cyrille - M. MAROUVIN-VIRAMALE Fabrice - Mme LOCAME-MACHADO Patricia - M. POTA Alex - Mme CARPANIN PARVADY Gertrude - M. MOUTOUALLAGUIN-ALLAGAPACHETTY Claude - Mme LATCHIMY Isabelle - M. HOARAU Marc-André - M. PANCHBAYA Yacoub - Mme PIGNOLET-DUMONT Annie - Mme LAHISAFY Magalie - M. AURE Jean-Marc - M. SAINT-ALME Guy - Mme HOARAU Patricia - M. RAVENNE Axel - M. DORLA Patrick - Mme BOURBON Josie - M. CLAIN Christian Joseph - Mme BERTRAND Cathy - Mme VERDUN Marie Davilla - M. MARTINEAU Thierry - Mme SEVETIAN Nadine - M. FONTAINE Pascal - Mme DJUNIA Carine - Mme HOAREAU Marie Nathalie - Mme GADO Magalie - Mme PERON Virginie - Mme TANG TONG HI Julie - M. IBAR Sébastien - Mme BIMA Kelly - Mme BASQUAISE Gislaine - Mme CHANE-HONG Régine - M. SERAPHIN Emmanuel - Mme COUSIN Melissa

**ETAIENT REPRESENTES :**

- Mme SINIMALE Sandra (procuration à Mme Nadine SEVETIAN)  
- M. ALCINOUS Benoît (procuration à M. Axel RAVENNE)  
- M. TEVANIN SINGAINY (Maurice procuration à M. Joseph SINIMALE)

**ETAIENT ABSENTS :**

Mme SEVAGAMY Geneviève - Mme BARLIEU Géraldine - Mme FONTAINE Audrey - M. FLORES Patrick - M. GANGAMA Erick - M. ROMELY Dominique - Mme BAPTISTE Sonia Reine Marie - M. GROSSET Kevy - M. GAMARUS Jean-Marc - M. MELIN Jean-Claude - M. LEGROS Patrick - M. LASSON Jean-Marie - Mme HOARAU Lynda - M. MOUTAMA CHEDIAPIN Guylain - M. MOYAC Charles - Mme LOUGNON Laurence

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

Madame Patricia LOCAME-MACHADO a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

.....  
**AFFAIRE N° 28 /**

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Passation d'un contrat de prestations intégrées (CPI) avec la SPL TAMARUN pour l'extension de trois cimetières sur la commune de Saint-Paul

Date de transmission de l'acte : 17/10/2017

Date de réception de l'accusé de réception : 17/10/2017

Numéro de l'acte : CM171005028 ( voir l'acte associé )

Identifiant unique de l'acte : 974-219740156-20171005-CM171005028-DE

Date de décision : 05/10/2017

Acte transmis par : Sandrine LAYEMAR

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 9. Autres domaines de competences  
9.1. Autres domaines de competences des communes



**Affaire CM171005028 / Passation d'un contrat de prestations intégrées (CPI) avec la SPL TAMARUN pour l'extension de trois cimetières sur la commune de Saint-Paul.**

**INTRODUCTION**

La commune de Saint-Paul est confrontée à une saturation de ses sites funéraires ainsi qu'à un accroissement et un vieillissement de sa population. Aujourd'hui, les cimetières de Villèle et du Guillaume ne permettent plus de répondre aux demandes concessions ; et le cimetière de Tan Rouge arrive bientôt à saturation.

Afin de répondre à ce besoin urgent, la commune de Saint-Paul souhaite réaliser l'extension de ces trois premiers cimetières dans le but de les rendre à nouveau disponibles aux familles souhaitant y inhumér leurs défunts.

La commune de Saint-Paul souhaite confier à la SPL Tamarun un contrat de prestations intégrées (CPI) pour l'étude et la mise en œuvre de cette opération, selon les conditions générales et particulières jointes à la présente. La rémunération prévisionnelle de la SPL Tamarun pour la réalisation de cette mission est fixée à 149 267,00 € HT, soit 161 954,70 € TTC.

**PROGRAMME DE L'OPERATION :**

Le programme général prévu pour les trois cimetières est le suivant :

- Extension foncière et création de nouvelles concessions afin de répondre aux besoins des familles. Un emplacement sera réservé pour une salle de veillée mortuaire qui sera réalisée en dehors de cette opération ;
- Amélioration règlementaire des cimetières : création d'ossuaires, de caveaux ainsi que d'espaces cinéraires (columbariums, cavurnes, jardins du souvenir, espaces de dispersion...) ;
- Améliorer l'accès et l'utilisation du site par le public et le personnel en créant des places de stationnement supplémentaires et des locaux d'accompagnement (bureau pour le gardien, sanitaires publics, vestiaires, locaux de stockage, etc.) ;
- Traitement de la mise en accessibilité des cimetières par le biais de créations d'extensions accessibles aux personnes à mobilité réduite, et adaptations sommaires de l'existant.
- Sur le site de Villèle un emplacement sera réservé pour une salle de veillée mortuaire qui sera réalisée par la collectivité en dehors de l'opération d'extension des cimetières.

**BILAN FINANCIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION ET PLAN DE FINANCEMENT**

Dépenses		Recettes	
Coût prévisionnel des travaux – cimetière de Villèle	775 650	Commune de Saint-Paul	2 637 045
Coût prévisionnel des travaux – cimetière du Guillaume	530 965		
Coût prévisionnel des travaux – cimetière de Tan Rouge	736 855		



<b>Coût prévisionnel total des travaux</b>	<b>2 043 470</b>		
Maîtrise d'œuvre + OPC (6% du coût des travaux)	122 608		
Programmist	20 450		
CSPS	15 000		
Contrôle technique	23 580		
Etudes préalables	35 000		
Divers/aléas/révisions de prix	227 670		
<b>Coût prévisionnel de l'opération hors mandat</b>	<b>2 487 778</b>		
<b>Honoraires du mandataire (6% du coût d'opération)</b>	<b>149 267</b>		
<b>TOTAL € HT</b>	<b>2 637 045</b>		<b>2 637 045</b>
<b>TVA (8,5%)</b>	<b>224 149</b>		<b>224 149</b>
<b>TOTAL € TTC</b>	<b>2 861 194</b>		<b>2 861 194</b>

#### ECHEANCIER PREVISIONNEL DE L'OPERATION :

- Etudes de programmation : 2017
- Démarrage des études : 1<sup>er</sup> semestre 2018
- Date prévisionnelle de démarrage des travaux : 1<sup>er</sup> semestre 2019
- Durée prévisionnelle des travaux : 12 mois par cimetière

La commission « Aménagement - Environnement et Développement Economique » (réunie le 27 septembre 2017) a émis un avis favorable.

Après délibération, le conseil municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, décide :

- Article 1 :** d'approuver le programme et le bilan financier prévisionnel de l'opération tels que présenté ci-dessus ;
- Article 2 :** de confier à la SPL Tamarun le mandat de réalisation, sous la forme d'un contrat de prestations intégrées, pour un montant de rémunération de **149 267,00 € HT, soit 161 954,70 € TTC** ;
- Article 3 :** d'autoriser le Maire à signer toutes les pièces et à accomplir tous les actes nécessaires dans le cadre de cette affaire.

-----  
Certifié conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Saint-Paul, le 5 octobre 2017

Le Maire,

Joseph SINIMALE

**EXTENSION DE TROIS CIMETIERES SUR LA  
COMMUNE DE SAINT-PAUL  
(Villèle - Tan Rouge - Guillaume)  
MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE**

commune de

**Saint-Paul**



**ILE DE LA REUNION**



<sup>SPL</sup>  
**tamarun**



**CONTRAT DE PRESTATIONS INTEGREES :  
CONDITIONS GENERALES**

REÇU LE

21 NOV. 2017

SOUS-PRÉFECTURE de ST-PAUL

- Juillet 2017-

**CONDITIONS GENERALES D'INTERVENTION DE LA SOCIETE POUR SES  
ACTIONNAIRES**

**SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES SELON LESQUELLES L'OUVRAGE SERA REALISE.....</b>	<b>page 3</b>
<b>ARTICLE 2- MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION .....</b>	<b>page 4</b>
<b>ARTICLE 3 – ASSURANCES.....</b>	<b>page 5</b>
<b>ARTICLE 4 - AVANT PROJET ET PROJET.....</b>	<b>page 6</b>
<b>ARTICLE 5 - RECEPTION DES OUVRAGES - PRISE DE POSSESSION .....</b>	<b>page 6</b>
<b>ARTICLE 6 - ACHEVEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>page 7</b>
<b>ARTICLE 7 - CONTROLE TECHNIQUE - FINANCIER ET COMPTABLE DU MAITRE D'OUVRAGE. ....</b>	<b>page 8</b>
<b>ARTICLE 8 - PASSATION DES MARCHES .....</b>	<b>page 8</b>
<b>ARTICLE 9 - FINANCEMENT – AVANCES .....</b>	<b>page 10</b>
<b>ARTICLE 10 – PREFINANCEMENT.....</b>	<b>page 11</b>
<b>ARTICLE 11 - APPROBATION OU ACCORD DU MAITRE D 'OUVRAGE. ....</b>	<b>page 11</b>
<b>ARTICLE 12 - RESPONSABILITE – PENALITE.....</b>	<b>page 12</b>
<b>ARTICLE 13 - ACTION EN JUSTICE .....</b>	<b>page 12</b>
<b>ARTICLE 14 - FIN DU SERVICE.....</b>	<b>page 13</b>



## **ARTICLE 1 - DEFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES SELON LESQUELLES L'OUVRAGE SERA REALISE**

Pour la bonne exécution des travaux, la Société représentera le Maître d'ouvrage pour que soient préparés et suivis :

- ◆ l'état prévisionnel des dépenses et recettes ainsi que leur échéancier ; assister la collectivité pour apporter les précisions et modifications nécessaires au programme et à l'enveloppe financière
- ◆ les dossiers destinés aux autorités administratives (permis de construire ou autres autorisations administratives, concertations ou enquêtes diverses...)
- ◆ les relations avec les sociétés concessionnaires EDF, GDF, Compagnie des Eaux, PTT, etc ..., afin de prévoir en temps opportun, leurs éventuelles interventions
- ◆ les mesures nécessaires pour que, en ce qui concerne les ouvrages justifiables de la garantie décennale et biennale, les maîtres d'oeuvre et les entrepreneurs soient bien assurés,
- ◆ la consultation des maîtres d'oeuvre, prestataires et entreprises, et la mise au point des dossiers d'appel à la concurrence
- ◆ après approbation du choix par le Maître d'ouvrage, la mise au point des marchés avec les prestataires et les entreprises choisis ; signature et gestion de ces marchés, signature des avenants et lettres de commande, délivrance des ordres de service
- ◆ l'intervention du bureau de contrôle technique agréé
- ◆ éventuellement, l'actualisation du bilan prévisionnel de l'ouvrage après le choix des intervenants, la présentation, si nécessaire, des solutions d'économie pour respecter l'enveloppe financière prévisionnelle déterminée,
- ◆ la coordination de l'action des différents intervenants
- ◆ les réunions de chantier
- ◆ les situations des travaux préalablement contrôlées par le Maître d'oeuvre, ainsi que les factures présentées par les différents intervenants et leur paiement

- ◆ le chantier sur le plan financier
- ◆ la mise au point et le suivi du calendrier d'exécution établi par le maître d'oeuvre en collaboration avec les entreprises et sa compatibilité avec les délais de réalisation souhaités par le Maître d'ouvrage
- ◆ les réceptions de travaux en présence du Maître d'ouvrage dûment invité, conformément à l'article 10 de la présente convention, et à la diffusion du procès-verbal de réception
- ◆ s'assurer du fonctionnement de l'ouvrage
- ◆ exiger des entreprises, pendant la période de garantie de parfait achèvement, l'exécution des travaux nécessaires à la levée des réserves ou à la réparation des désordres apparus dans l'année suivant cette réception
- ◆ la liquidation des marchés et notamment la notification des décomptes généraux et définitifs

## **ARTICLE 2- MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION**

2.0 - La mission de la Société agissant au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage s'effectue en une tranche ferme. Le démarrage de la tranche ferme est assujetti à la signature de la présente convention.

2.1 - L'ouvrage objet de la présente convention devra répondre au programme, respecter l'enveloppe financière prévisionnelle, ainsi que l'échéancier défini par le maître d'ouvrage.

A cet effet, le Société pourra, au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage, prendre toute mesure permettant d'en assurer le respect.

2.2 - Au cours de sa mission, la société pourra toutefois présenter à l'approbation du Maître d'ouvrage toutes adaptations, ou modifications qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes soit techniquement, soit financièrement, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites.

2.3 - Le Maître d'ouvrage contrôlera régulièrement l'avancement des études et la réalisation de l'ouvrage par la production de tableaux de bord trimestriels comprenant le dernier bilan approuvé avec l'échéancier des dépenses et un calendrier actualisé du déroulement de l'opération. Il comporte également un état précis des procédures de passation des marchés.

2.4 - Pour l'exécution de sa mission, la Société pourra, après approbation du choix par le maître de l'ouvrage, en son nom et pour son compte, faire appel aux prestataires ou aux hommes de l'art dont le concours paraîtra indispensable.

La Société pourra également, après approbation du choix par le maître de l'ouvrage, faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions temporaires et limitées.

La rémunération de ces tiers par la Société sera fixée conformément aux usages ou à la pratique, de façon à préserver au maximum les intérêts financiers du Maître d'ouvrage.

- 2.5** - Les rôles respectifs des maîtres d'oeuvre et de la Société seront définis par référence à la réforme des marchés publics d'ingénierie et d'architecture (Décret N° 93-1268 du 29 novembre 1993 et arrêté du 21 Décembre 1993). La Société représentant le maître de l'ouvrage, suivant les conditions définies dans la présente convention, sa mission ne constitue pas, même partiellement, une mission de maîtrise d'oeuvre. Cette dernière sera assurée par les architectes ou les bureaux d'études qui en assumeront toutes les attributions et responsabilités.

### **ARTICLE 3 – ASSURANCES**

- a) La société déclare être titulaire d'une police d'assurance garantissant les conséquences de responsabilités civiles qui lui incombent dans le cadre de son activité civile professionnelle.
- b) La société ne souscrira pas au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage une assurance « dommages ouvrage ».
- c) La mise en jeu de la garantie de l'assureur sera à la charge du Maître d'ouvrage à compter de la réception des travaux. A partir de cette date, le Maître d'ouvrage fera son affaire personnelle de satisfaire à ses obligations.



#### **ARTICLE 4 - AVANT PROJET ET PROJET**

- a) La société devra, avant d'approuver les avant-projets, obtenir l'accord du Maître d'ouvrage.  
Ce dernier s'engage à Lui faire parvenir son accord ou ses observations, ou le cas échéant son désaccord, dans le délai d'un mois à compter de la saisine. A défaut de réponse dans le délai imparti, l'accord du Maître d'ouvrage sera réputé acquis à condition que le programme et l'enveloppe financière soient respectés.

La Société transmettra au Maître d'ouvrage, avec les avant-projets, une note détaillée et motivée permettant à ce dernier d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectées. Elle proposera, le cas échéant, les prévisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe qui paraissent nécessaires. Dans ce cas, le Maître d'ouvrage devra expressément :

- soit accepter les modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière en même temps que les avant-projets
  - soit demander la modification des avant-projets
  - soit, notamment, s'il lui apparaît que le programme souhaité ne peut rentrer dans une enveloppe financière prévisionnelle acceptable, renoncer à son projet et notifier à la société la fin de sa mission.
- b) Sur la base des avant-projets, éventuellement modifiés, et des observations du Maître d'ouvrage, la société fera établir le projet définitif qu'il acceptera au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage.

#### **ARTICLE 5 - RECEPTION DES OUVRAGES - PRISE DE POSSESSION**

- 5.1 - Après achèvement des travaux, il sera procédé à l'initiative du Maître d'oeuvre, après accord préalable du maître d'ouvrage à la réception des ouvrages contrairement avec les entreprises. Cette réception sera effectuée en présence des représentants du maître de l'ouvrage, ou ceux-ci dûment convoqués.

L'absence d'observations des représentants du Maître de l'ouvrage lors de la visite des lieux vaudra accord préalable de ce dernier pour prononcer La réception.

Dans le cas où les représentants du maître de l'ouvrage relèveraient des défauts ou des vices apparents lors de la visite des lieux, l'accord préalable de ce dernier pour prononcer la réception devra être exprès et parvenir à la Société au plus tard dans les 10 jours de cette visite.

Par ailleurs, si la réception intervient avec des réserves, la Société invitera les représentants du maître de l'ouvrage aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

- 5.2 -** Le maître de l'ouvrage deviendra propriétaire des ouvrages, au fur et à mesure de leur réalisation.

Le maître de l'ouvrage pourra prendre possession des ouvrages dès leur réception ou leurs différentes réceptions partielles en cas de livraisons échelonnées; il en aura la garde à compter de ladite prise de possession.

Le maître de l'ouvrage fera son affaire personnelle de l'entretien des ouvrages réceptionnés et, le cas échéant, de la souscription des polices d'assurances multirisques.

## **ARTICLE 6 - ACHEVEMENT DE LA MISSION**

- 6.1 -** La mission de la Société prendra fin à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement et lors de la levée des réserves.

L'expiration de la période de garantie de parfait achèvement d'une part, et, au cas où des réserves auraient été faites à la réception, le procès-verbal de levées des réserves d'autre part, vaudront « quitus » de la mission de la Société donné par le Maître d'ouvrage, sauf décision contraire de celui-ci notifiée à la Société dans le mois de l'un ou de l'autre de ces événements.

- 6.2 -** Après l'expiration de sa mission, la société aura encore qualité pour, le cas échéant de :

- ⇒ Notifier le Décompte Général et Définitif (D.G.D.), après transmission par la société d'une reddition des comptes récapitulant l'ensemble des dépenses acquittées pour son compte
- ⇒ Exiger des entreprises l'exécution des travaux nécessaires à la levée des réserves et à la réparation des désordres apparus pendant la période de garantie de parfait achèvement

- 6.3 -** La Société sera tenue de remettre au Maître d'ouvrage, en fin de mission, l'ensemble des études et dossiers afférents à cette opération. Ces documents seront la propriété du Maître d'ouvrage qui pourra les utiliser sous réserve des droits des architectes et concepteurs relevant de leur propriété artistique.

## **ARTICLE 7 - CONTROLE TECHNIQUE - FINANCIER ET COMPTABLE DU MAITRE D'OUVRAGE**

- 7.1-** Les services du maître de l'ouvrage pourront suivre le chantier et y accéder à tout moment. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu'à la Société et non directement aux entrepreneurs.

La société ne pourra apporter de modifications aux ouvrages que selon les modalités prévues à l'article 6 de la présente convention.

Le maître de l'ouvrage a le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utiles, pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées, et que ses intérêts, sont sauvegardés.

- 7.2 -** Les agents du maître de l'ouvrage, dûment habilités, auront libre accès dans les bureaux de la Société, où tous les dossiers techniques, contrats et commandes, écritures, pièces comptables et justifications afférents au présent mandat seront tenus à leur disposition.

En vue de faciliter l'exercice du contrôle, les comptes de la société afférents à la présente opération seront individualisés dans sa comptabilité.

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, la Société adressera chaque année au Maître d'ouvrage, un compte-rendu financier comprenant en annexe :

- un bilan financier prévisionnel actualisé
- un plan de trésorerie actualisé

Si le bilan financier fait apparaître le non respect de l'enveloppe prévisionnelle, la Société en expliquera les causes et si possible, proposera des solutions d'économies.

## **ARTICLE 8 - PASSATION DES MARCHES**

### **8.1 - Modes de dévolution des marchés, approbation du Maître d'ouvrage**

Les marchés de maîtrise d'oeuvre ou autres prestations intellectuelles et de travaux seront passés conformément aux dispositions du décret marché public applicables au maître de l'ouvrage.

La Société procédera au nom et pour le compte et par procuration du maître de l'ouvrage à la préparation du choix du maître d'oeuvre, des titulaires de marchés d'étude, et des entreprises.

Dans la limite des plafonds fixés par le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, la Société utilisera les procédures de passation définies à l'article 25 du Code des Marchés publics.



Elle pourra, avec l'accord préalable du maître de l'ouvrage, passer des marchés sans formalités préalables, ou selon des modalités particulières suivant les articles 27 et suivants du décret relatif aux Marchés Publics .

S'il apparaît que les prix des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, la société devra en avertir le Maître d'ouvrage. Ce dernier devra alors lui donner son accord exprès pour la signature des marchés et l'augmentation corrélative de ladite enveloppe.

Lorsqu'il est fait recours à la procédure négociée ou au marché sans formalité préalable, la société, après négociation avec l'attributaire, fait approuver son choix par le Maître d'ouvrage.

La société procèdera à la mise au point des marchés et de leurs avenants éventuels, à leur établissement et à leur signature.

## **8.2- Contenu des marchés**

Dans tous les contrats qu'elle passe pour l'exécution de la mission de représentation, la société devra avertir le co-contractant de ce qu'elle agit en qualité de représentant de la collectivité.

Tous les marchés de travaux passés par la Société devront contenir une clause par laquelle les entrepreneurs s'engagent à lui fournir, au plus tard à la mise en service totale ou partielle de l'ouvrage, trois collections complètes des plans de celui-ci tel qu'il aura été effectivement exécuté, dont une sur CD Rom ainsi que tous les documents, notices d'emploi ou d'entretien (etc ...) nécessaires à l'entretien et à l'exploitation de l'ouvrage.

## **8.3 – Notification**

La Société ne pourra notifier les contrats qu'après réception de la décision du Maître d'ouvrage et transmission de ceux-ci au représentant de l'Etat, au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage ; elle en adressera ensuite une copie au Maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 9 - FINANCEMENT – AVANCES**

### **9.1 – Financement**

Le financement de la totalité des dépenses de l'opération est à la charge du maître de l'ouvrage. A cet effet, celui-ci s'engage à inscrire à son budget les crédits nécessaires à leur règlement.

Le paiement des dépenses du programme interviendra au fur et à mesure de l'avancement des études et de la réalisation des travaux.

### **9.2 - Modalités de versement des avances**

La collectivité avancera au titulaire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte ;

Le mandant s'oblige à mettre à la disposition de la société les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

a) Avance trimestrielle par la collectivité

A cet effet il versera :

-un mois avant le début de chaque trimestre, le mandataire adressera à la collectivité une demande d'acompte égale aux dépenses du trimestre considéré, éventuellement diminuée du solde non utilisé des acomptes précédemment perçus.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de leur réception de l'avance et des Acomptes.

Le solde dans le mois suivant la présentation des Décompte Généraux Définitifs.

En cas d'insuffisance de ces avances ou de retard dans leur versement, le titulaire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

## **ARTICLE 10 – PREFINANCEMENT**

**10.1 -** A défaut pour le Maître d'ouvrage de mettre des avances de fonds à la disposition de la société, il pourra demander à la Société d'assurer le préfinancement des dépenses.

**10.2.-** Le préfinancement par la Société suppose l'inscription par le maître de l'ouvrage à son budget des crédits nécessaires au règlement des dépenses de l'opération et des charges financières consécutives au préfinancement.

### **10.3 - Conditions de préfinancement**

La société ayant engagé des études techniques préalables pour cette opération, la collectivité s'engage à lui verser le remboursement des sommes engagées correspondantes. Le préfinancement de ces études préalables sera plafonné à un montant non révisable de 30 000 € Ht soit 32 550 € TTC.

Le Maître d'ouvrage remboursera à la société le montant des charges financières qu'elle aura supportées pour assurer ce préfinancement.

Passé ce délai de 6 mois, les sommes dues par le Maître d'ouvrage seront majorées de plein droit et sans qu'il y ait besoin d'une mise en demeure, d'un intérêt moratoire égal à deux pour cent qui s'ajoutera aux intérêts propres du préfinancement.

- Taux :

Ce préfinancement par la Société portera intérêt au taux auquel elle se sera procuré le financement et dans les conditions de décompte de ces intérêts par l'Etablissement prêteur.

La Société, pour préserver les intérêts du Maître de l'ouvrage, recherchera le meilleur taux du marché.

## **ARTICLE 11 - APPROBATION OU ACCORD DU MAITRE D 'OUVRAGE.**

A défaut de disposition ou de texte spécial contraire, chaque fois que les dispositions de la présente convention prévoient une approbation ou un accord du Maître d'ouvrage, celui-ci disposera d'un délai de deux semaines calendaires, à compter de la réception des documents et annexes transmis par la Société pour se prononcer et, le cas échéant, formuler des observations. La décision du Maître d'ouvrage devra parvenir à la Société par écrit.

Le délai d'approbation du dossier visé à l'article 7 de la présente convention, comprenant notamment l 'étude d'avant-projet sommaire (A.P.S.) et le bilan financier est porté à 1 mois.



L'absence d'approbation ou d'accord formel par le Maître d'ouvrage dans les conditions et les délais prévus ci-dessus, vaudra approbation ou accord tacite.

Les délais ci-dessus s'entendent hors délais d'acceptation ou d'approbations éventuelles des services de tutelles et de contrôle.

## **ARTICLE 12 - RESPONSABILITE – PENALITE**

**12.1** La Société est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil et à l'article 3, avant dernier alinéa, de la loi du 12 juillet 1985. De ce fait, elle n'est tenue envers le maître de l'ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont elle a été chargée par celui-ci, et seulement d'une obligation de moyens.

Notamment, la Société ne peut être tenue personnellement responsable du non respect du programme, de l'enveloppe financière prévisionnelle ou de dépassement des délais d'exécution) sauf s'il peut être prouvé à son encontre une faute personnelle et caractérisée.

**12.2** - En aucun cas, la Société pourra être tenue pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou autres tiers du fait notamment des délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement.

## **ARTICLE 13 - ACTION EN JUSTICE**

La Société ne pourra agir en justice tant en demande qu'en défense pour le compte du maître de l'ouvrage que sur demande expresse de sa part.

#### **ARTICLE 14 - FIN DU SERVICE**

En cas de fin anticipée de l'intervention de la Société, le Maître d'ouvrage devra assurer la continuation de tous les contrats passés par la Société en son nom et pour son compte.

Fait à *St Paul* Le *21* *10* *2017*.

En 4 exemplaires

**Pour la Commune de Saint Paul**

**Mr. Joseph Sinimalé**

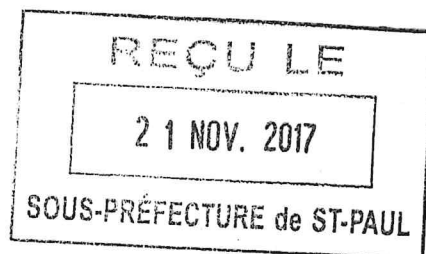


**Maire de la Commune de Saint-Paul**

**Pour la Société**

**Mme Mathilda Zeganadin**

**Directrice Générale SPL TAMARUN**



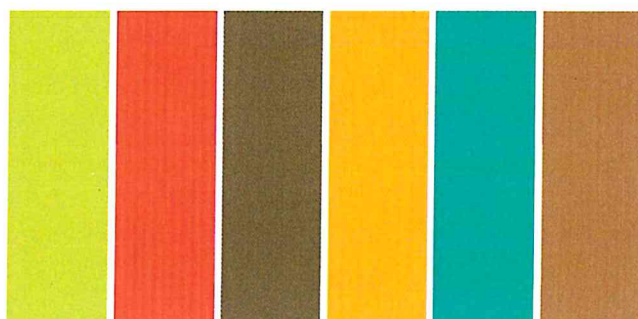
**EXTENSION DE TROIS CIMETIERES SUR LA  
COMMUNE DE SAINT-PAUL  
(Villèle - Tan Rouge - Guillaume) –  
MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE**

commune de

**Saint-Paul**



**I L E D E L A R E U N I O N**



<sup>SPL</sup>  
**tamarun**



**CONTRAT DE PRESTATIONS INTEGREES :  
CONDITIONS PARTICULIERES**

- Juillet 2017 -





## **SOMMAIRE**

<b>Propos Liminaire</b>	<b>Page 4</b>
<b>Article 1 : Objet de la Mission</b>	<b>Page 5</b>
<b>Article 2 : Pièces constitutives du marché</b>	<b>Page 6</b>
<b>Article 3 : Contenu de la Mission</b>	<b>Page 6</b>
<b>Article 4 : Coût du service</b>	<b>Page 7</b>
<b>Article 5 : Détermination du coût de l'ouvrage</b>	<b>Page 8</b>
<b>Article 6 : Financement - Avances</b>	<b>Page 8</b>
<b>Article 7 : Entrée en vigueur - Prorogation - Renouvellement</b>	<b>Page 8</b>
<b>Article 8 : Domiciliation</b>	<b>Page 9</b>

**CONVENTION DE MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE FIXANT LES CONDITIONS  
PARTICULIERES D'INTERVENTION  
DE LA SOCIETE TAMARUN POUR LA COLLECTIVITE ACTIONNAIRE, LA COMMUNE DE  
SAINT PAUL, DANS LE CADRE DE L'OPERATION D'EXTENSION DE TROIS CIMETIERES  
(Villèle, Tan Rouge, Guillaume)**

**ENTRE :**

La Commune de Saint-Paul, représentée par Monsieur Joseph Sinimalé Maire de la Commune de Saint-Paul,

Ci-après désignée par les mots "La collectivité" ou "Le Maître d'ouvrage "

D'UNE PART

**ET :**

SPL TAMARUN, Société Anonyme, au capital de 541 500 €, dont le siège social est au 8, rue des Argonautes 97434 La Saline les Bains, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Saint-Denis de la Réunion, sous le numéro 399 573 765 000 19, représentée par Madame Mathilda Zeganadin, sa Directrice Générale, habilitée par une délibération du Conseil d'Administration.

Ci-après désignée par les mots " La Société "

D'AUTRE PART

## **Propos liminaire**

Conformément aux dispositions légales et réglementaires particulières qui régissent les mandants entre Sociétés Publiques Locales et les collectivités locales, notamment :

- Article 17 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- L'article R. 321-20 du code de l'urbanisme ;
- Les articles L. 1531-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, dite loi MOP, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Un pouvoir adjudicateur peut attribuer un marché, sans mise en concurrence préalable, à une personne morale de droit public ou de droit privé sur laquelle il exerce un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services, à condition que cette personne, réalise plus de 80% de son activité dans le cadre de tâches qui lui sont confiées par le pouvoir adjudicateur qui la contrôle ou par d'autres personnes morales qu'il contrôle et, que cette personne morale ne comporte pas de participation directe de capitaux privés ou, que cette participation n'empêche pas le pouvoir adjudicateur d'exercer une influence décisive sur la personne morale contrôlée, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.



## IL EST D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIIT :

Il a été créé un outil opérationnel SPL TAMARUN qui travaille exclusivement pour ses collectivités actionnaires.

Elle a pour mission de mettre en œuvre les politiques et opérations d'aménagement, de construction et de développements définis par ces actionnaires publics.

A cet effet, la Commune de Saint Paul, Collectivité actionnaire de la SPL TAMARUN, envisage **l'extension de trois cimetières de la commune de Saint Paul (Villèle, Tan Rouge, Guillaume)**, et d'en confier à la SPL TAMARUN le suivi des études et de la réalisation de l'ensemble de l'opération de réhabilitation, en son nom et pour son compte.

La Collectivité exerce sur la SPL TAMARUN un contrôle analogue à celui mis en place pour ses propres services, et notamment :

- Au niveau structurel en prenant part au Conseil d'administration, au Comité d'engagement ainsi qu'au Comité de Pilotage de la Société.
- Au niveau opérationnel, en décidant des conditions financières, techniques et administratives de l'opération et, en en définissant le programme.

La société interviendra en qualité de représentant du Maître d'ouvrage selon les termes et les conditions ci-après, dans le respect des conditions générales d'intervention pour ses actionnaires.

Le Maire désigne Le Directeur Général des Services Techniques, comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'application de la présente convention et notamment pour se prononcer, approuver ou donner son accord sur les propositions, les choix ou les documents qui lui auront été présentés par la Société.

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par Mme Mathilda Zeganadin dûment habilitée à le représenter pour l'exécution de la présente convention, sans possibilité de substitution, sauf accord exprès du mandant.

## CECI EXPOSE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA MISSION

Le maître d'ouvrage charge la Société de faire réaliser en son nom et pour son compte et sous son contrôle, l'ouvrage ainsi désigné : **l'extension de trois cimetières de la commune de Saint-Paul (Villèle, Tan Rouge, Guillaume)** et ce, dans le respect des conditions générales d'interventions de la société pour ses actionnaires.

## ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont :

- Les conditions générales et particulières du présent contrat de prestations intégrées ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985, dite loi MOP, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, modifiée par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004.

## ARTICLE 3 - CONTENU DE LA MISSION

La mission de la Société agissant au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage porte sur les attributions suivantes :

- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudiée et exécuté selon le programme établi par le Maître d'ouvrage.
- préparation, signature et représentation du Maître d'ouvrage pour l'exécution des contrats d'assurance. L'obligation d'assurance "dommages-ouvrage" ne s'appliquant pas à la Collectivité, celle-ci fera son affaire, en cas de sinistre, des réparations nécessaires à la remise en état de l'ouvrage, sans préjudice des recours qu'elle pourra engager à l'encontre des responsables des dommages.
- agir au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage pour l'organisation de la procédure du choix de la maîtrise d'œuvre, des entreprises et de tout prestataire, dévolution et signature des contrats et marchés, **en phase conception du Projet**, (approbation des avant-projets et accord sur le projet) et jusqu'à la préparation de la phase de consultation des entreprises.
- versement de la rémunération de la maîtrise d'œuvre, de l'ensemble des prestataires intervenant dans la phase de conception.
- agir au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage pour l'organisation de la procédure du choix des entreprises et de tout prestataire, dévolution et signature des contrats et marchés, **en phase réalisation du Projet**, jusqu'à la réception des travaux et durant l'année de suivi du parfait achèvement des travaux.
- versement de la rémunération de la maîtrise d'œuvre et de l'ensemble des prestataires intervenant durant la phase de réalisation des travaux. Versement du montant des travaux.

- représentation du Maître d'ouvrage au cours de la réalisation : gestion des contrats et marchés.
- représentation du Maître d'ouvrage pour la réception des travaux et de l'ouvrage.
- ainsi que l'accomplissement de tous les actes juridiques afférents à ces attributions mentionnées ci-dessus.

Les conditions générales d'intervention de la société sont précisées dans les conditions générales.

#### ARTICLE 4 - COUT DU SERVICE

La rémunération de la Société est fixée à 6 % HT, TVA en sus au taux en vigueur du coût T.T.C de l'ouvrage tel qu'il ressortira des alinéas 1 à 6 de l'article 4 (hors rémunération de la société), soit la somme prévisionnelle de 149 267,00 € HT soit 161 954,70 € TTC.

Elle sera facturée au fur et à mesure de l'avancement des études et travaux selon les modalités suivantes :

##### a) Phase conception,

A la signature du contrat ou à la notification du Bon de commande de prestations intégrées :	10% de la rémunération Prévisionnelle
A la signature du marché de maîtrise d'œuvre :	20% de la rémunération prévisionnelle

##### b) Phase réalisation

A la notification du 1 <sup>er</sup> marché de travaux :	30% de la rémunération prévisionnelle
A la réception des travaux :	30% de la rémunération prévisionnelle

Solde de la rémunération :

A l'issue de la GPA, la rémunération définitive de la société sera arrêtée, sur la base du coût réel de l'ouvrage, auquel sera déduit, la rémunération prévisionnelle.

Le mandataire est autorisé, dès l'établissement de sa facture, à imputer directement sa rémunération au compte de l'opération.



## **ARTICLE 5 - DETERMINATION DU COUT DE L'OUVRAGE**

Le coût prévisionnel de l'ouvrage (hors rémunération du maître d'ouvrage délégué) est estimé à **2 487 778,00 € H.T. soit 2 699 239,13 € TTC.**

Le coût définitif de l'ouvrage est la somme des dépenses engagées pour son exécution (études et réalisation).

Ces dépenses comprendront notamment :

1. le coût des études réalisées dans le cadre de l'opération
2. le coût définitif de l'ensemble des travaux de construction de l'ouvrage (superstructures, infrastructures) et des équipements (mobilier ...) le cas échéant
3. les impôts, taxes, assurances (DO, CNR, RC..) et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération ;
4. les charges financières que la société aura éventuellement supportées pour le financement ou le préfinancement des dépenses, que ce soit au stade des études ou des travaux
5. et en général, les dépenses de toute nature se rattachant à l'exécution de l'ouvrage, études, travaux, et opérations annexes nécessaires à son exécution, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, expertises, assurances, publicité, inauguration et mise en service, surveillance et sécurité des ouvrages, les éventuels frais d'instance et indemnités ou charges de toute nature que la Société aurait eu à régler
6. les équipements mobiliers éventuels
7. la rémunération globale de la Société

## **ARTICLE 6 – FINANCEMENT – AVANCES**

Le Maître d'ouvrage décide,

- o d'accorder une avance forfaitaire conformément à l'article 9 des conditions générales

## **ARTICLE 7 - ENTREE EN VIGUEUR - PROROGATION – RENOUVELLEMENT**

**7.1** Le maître d'ouvrage notifiera à la Société la présente convention signée en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'État. La présente convention prendra effet à compter de la réception de cette notification.

**7.2** La présente convention pourra être prorogée ou renouvelée par le maître de l'ouvrage.



## ARTICLE 8 – DOMICILIATION

Les sommes à régler par le maître de l'ouvrage à la Société en application de la présente convention seront versées au compte **BFCOI n°18719 00086 10863718800 43, domicilié à Saint-Paul.**

Fait à St Paul Le 26 / 10 / 2017.

En 4 exemplaires

Pour la Commune de Saint Paul

Mr. Joseph Sinimalé



Maire de la Commune de Saint-Paul

Pour la Société

Mme Mathilda Zeganadin

Directrice Générale SPL TAMARUN





## **Annexe 1 : Programme de l'opération dont bilan prévisionnel et planning prévisionnel de l'opération**